

Unité bidépartementale Calvados Manche

Saint Lô, le 23/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY**

7 avenue Saint Martin

50540 ISIGNY LE BUAT

Références : APi/50-2022-065

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY implanté 7 avenue Saint Martin 50540 ISIGNY LE BUAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
- 7 avenue Saint Martin 50540 ISIGNY LE BUAT
- Code AIOT dans GUN : 0005301495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est spécialisé dans la fabrication de beurre.

Le site fonctionne 7 jours sur 7.

Le site est classé au titre de la directive IED sous la rubrique ICPE 3642.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des demandes de l'inspection du 27 mai 2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection du réseau d'alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.2	/	Sans objet
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.5	/	Sans objet
Eaux industrielles résiduaires	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.6	/	Sans objet
Installations et équipements électriques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 16.4	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 16.5	/	Sans objet
Prévention du risque légionellose	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 28.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion du site apparaît globalement satisfaisante.

Des investissements réguliers sont réalisés sur le site notamment dans le domaine de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Protection du réseau d'alimentation en eau potable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des nappes souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Le forage doit être réalisé pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Il sera à cette fin réalisé et équipé selon les règles de l'art et sa tête sera dotée d'une protection contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 23 mars 2022, l'exploitant précise avoir rebouché selon les règles de l'art un forage situé sur son site. Il reste sur le site deux forages, dont un seul est en exploitation.  Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que la tête des deux forages étaient protégées, mais non cadenassées.  Afin d'éviter tout acte de malveillance, l'inspection des installations classées demande de sécuriser la zone d'accès aux têtes de forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales ruisselant sur les aires susceptibles d'être polluées, en particulier les voies de circulation, sont collectées et traitées dans un décanteur / déshuileur avant rejet dans le milieu naturel. Ce dispositif de traitement est équipé d'une vanne de sectionnement de type « cisaille ».
<b>Constats :</b> Suite à l'inspection du 27 mai 2019, l'inspection des installations classées avait demandé la mise en place d'un débourbeur - déshuileur sur le site permettant de traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.  L'exploitant a mis en place cet équipement sur le site en 2020.  En séance, l'exploitant a également informé l'inspection des installations classées de la passation d'un contrat avec un laboratoire pour analyser annuellement la qualité des eaux en sortie de débourbeur - déshuileur.  L'inspection demande la transmission de cette analyse pour l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux industrielles résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Température des effluents rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de procédé, les eaux de lavage des sols, les éluats de traitement de l'eau ou de régénération de filtres, et d'une manière générale les eaux industrielles résiduaires seront collectées et dirigées vers la station de traitement des effluents. Leur rejet au milieu naturel ne sera effectué qu'après un traitement approprié, au travers de cette station, dans les limites de pH, de débit et concentration énumérées ci-après.  .....  Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires -Débit instantané : 18,5 l/s -Débit horaire maximal: 55 m3/h - Débit moyen sur 7 jours consécutifs :700 m3/j  Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 22° C.
<b>Constats :</b> Lors des contrôles inopinés des rejets aqueux réalisés sur le site en 2021 (juin et août), l'inspection des installations classées a relevé de faibles dépassements de température par rapport à la température autorisée de rejet dans le milieu naturel des 22°C.  Après échange, il s'avère que le relevé de température est aujourd'hui effectué par l'exploitant et le laboratoire en sortie de clarificateur (sur le site).  L'arrêté préfectoral en vigueur identifie comme point de rejet l'Yvrande (cours d'eau), au lieu dit "La Chesnelière" : ce point de rejet se situe à plusieurs centaines de mètres de l'établissement. La température mesurée en sortie de clarificateur apparaît donc à priori surestimée.  L'inspection des installations classées demande, pour les prochaines analyses des rejets aqueux à réaliser et conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral, de réaliser cette mesure dans l'Yvrande, au lieu dit "La Chesnelière".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations et équipements électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 16.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electricité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent satisfaire aux dispositions du décret du 14 novembre 1988 susvisé. L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.  Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 27 mai 2019, l'inspection des installations classées avait demandé de mettre en oeuvre un plan d'actions pour supprimer les observations récurrentes de l'organisme de contrôle pour les installations électriques.  En réponse, l'exploitant a ouvert un plan d'actions sur le sujet et réalisé une série de travaux sur son site (changement d'armoires électriques, refonte de la distribution TGBT, changement des transformateurs coté chaufferie et station d'épuration...)  Lors de la nouvelle vérification Q18 (au titre du référentiel APSAD) réalisé par un organisme compétent en octobre 2021, il a été relevé que 2 non conformités. L'organisme a par ailleurs relevé une cinquantaine d'observations sur le reste du site.  L'exploitant précise également réaliser une thermographie annuelle de ses installations. L'ensemble des bâtiments industriels est par ailleurs protégé par sprinklage.  L'inspection des installations classées demande de poursuivre le plan d'actions engagé et de transmettre pour la fin de l'année 2022 un bilan actualisé des observations restantes pour les installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 16.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Elles respectent en particulier les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
<b>Constats :</b> Suite à l'inspection du 27 mai 2019, l'inspection des installations classées avait demandé de justifier que les moyens de protection contre la foudre en place restaient adaptés suite aux nouvelles constructions réalisées sur le site.  En réponse, l'exploitant a fait réaliser par un organisme compétent conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE une nouvelle analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique pour la foudre (ETF) en 2020.  Les travaux de mise en conformité ont été réalisés sur le site en 2021.  La première vérification complète des installations a été réalisée par un organisme compétent en février 2022 ; cette vérification a relevé 7 observations. En séance, l'exploitant précise avoir corrigé 6 des 7 observations. A la date de l'inspection, seule l'observation n°1 restait à corriger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque légionellose

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 28.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions générales relatives à l'entretien préventif, au nettoyage et à la désinfection de l'installation.  Une maintenance et un entretien adaptés de l'installation sont mis en place afin de limiter la prolifération des légionelles dans l'eau du circuit et sur toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer un biofilm.
<b>Constats :</b> Suite à l'inspection du 27 mai 2019, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de réparer une fuite observée sur la tour aéroréfrigérante (TAR) n°3.  L'exploitant a procédé à cette réparation en 2019.  L'exploitant précise en outre que cet équipement sera remplacé sur l'année 2022.  Le site dispose actuellement de 2 tours aéroréfrigérantes en fonctionnement, dites TAR n°3 et TAR n°7.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet